

*Questions orales*

aux femmes, de nous conseiller la méthode, commission d'enquête ou autre, qui permettrait le mieux au gouvernement et à notre société de trouver le moyen de réduire et, finalement, d'éliminer la violence contre les femmes.

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, la peur, bien compréhensible, des femmes canadiennes pour leur sécurité jette une ombre sur leurs espoirs. Je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé bon d'annoncer aujourd'hui la création d'une commission royale d'enquête sur la violence faite aux femmes, idée que mon parti appuie fortement.

• (1420)

Le premier ministre s'engagera-t-il au moins à ce qu'il n'y ait plus aucune réduction des fonds accordés aux centres qui offrent des services vitaux aux femmes? Et même, ira-t-il jusqu'à s'engager aujourd'hui, non seulement à maintenir le niveau de financement, mais à l'accroître substantiellement?

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, je suis convaincue que le député sait que le gouvernement fédéral administre différents programmes destinés à lutter contre la violence faite aux femmes.

Je mentionne notamment le programme contre la violence conjugale. Nous sommes en train d'examiner ce programme et, comme le premier ministre l'a déclaré, nous envisageons la mise en oeuvre de nouvelles initiatives de grande portée au cours des mois qui viennent.

En outre, le Secrétariat d'État, responsables des programmes s'adressant aux femmes, continuera de verser des fonds à de nombreuses associations féminines qui travaillent elles aussi à la recherche de solutions à ce problème complexe. Pour atteindre notre but, il faudra la collaboration de tous les paliers de gouvernement ainsi que des Canadiens et des Canadiennes, dont nos pédagogues, nos enseignants et nos familles.

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma deuxième question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre. J'espère qu'il prendra la parole pour dire avec moi que les droits et les aspirations des femmes sont plus qu'un simple élément du bilan financier du gouvernement.

Si c'est bien le cas, est-il prêt à s'engager dès aujourd'hui à créer et à financer généreusement de nouveaux programmes visant à éliminer la violence faite aux femmes au pays?

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, et je sais que mes collègues de tous les partis partagent ce point de vue, nous voulons tous travailler en vue d'atteindre cet objectif.

Au cours des dernières années, quelque 700 projets ont été financés dans le cadre du programme contre la violence familiale. Comme mes collègues, j'ai hâte que ces projets prennent de l'expansion afin que le gouvernement fédéral puisse faire sa part, de concert avec les organismes spécialisés, pour éliminer ce risque qui se réalise trop souvent dans notre société. S'il y avait un moyen de l'éliminer, je suis sûre que nous voulons tous qu'il le soit rapidement, mais il n'y a pas de moyen unique. Ce problème se présente sous plusieurs formes. Il faudra y consacrer des efforts et réussir à comprendre le problème, mettre l'accent sur la prévention, l'éducation et le soutien à ces femmes qui sont victimes de violence.

J'espère que mon collègue se joindra à nous dans nos démarches pour arriver à ce but d'éliminer la violence faite aux femmes dans la société canadienne.

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, il y a un an, nous étions en deuil par suite d'un massacre et nous demandions la tenue d'une commission royale d'enquête sur la violence faite aux femmes. Des milliers de voix s'ajoutent maintenant aux nôtres.

Comme il en est le seul capable, le premier ministre va-t-il rendre leur dignité aux millions de Canadiennes qui vivent tous les jours dans la peur et annoncer sur-le-champ l'établissement de cette commission d'enquête?

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit au chef de la députée, on nous a fait cette proposition ces jours derniers. J'ai hâte de rencontrer ceux qui ont proposé la formation d'une commission d'enquête, afin de discuter avec eux des objectifs d'une telle commission.

Nous attendons également que le comité auquel siège la députée dépose son rapport et nous fasse part de ses propositions sur la création des mécanismes requis pour faire avancer les choses. Nous continuerons de nous